



Pierre Marsan, Député  
Président de la Commission de la culture et de l'éducation  
a.s. : Stéphanie Boutin, secrétaire  
Édifice Pamphile-Le May  
1035, rue des Parlementaires  
3<sup>ème</sup> étage, Bureau 3.15  
Québec (Québec) G1A 1A3

**Objet : Demande de participation aux consultations publiques sur le projet de loi 82**

Le vendredi 12 novembre 2010

Monsieur le Président,

Le Réseau du patrimoine anglophone du Québec (RPAQ) est un organisme-cadre, sans but lucratif et non partisan qui promeut, avec ses membres, la conservation du patrimoine architectural, culturel et naturel du Québec. Nos membres travaillent dans les domaines de la conservation, de la recherche et de l'interprétation historique pour encourager l'appréciation, la célébration, le partage et la protection du patrimoine culturel diversifié du Québec. Nous comptons parmi nos 48 membres reconnus les plus anciennes sociétés historiques du Québec, ainsi que de nombreux nouveaux organismes de citoyens passionnés par le patrimoine local. Leurs efforts de conservation et de promotion de notre mémoire collective demeurent des modèles de service communautaire bénévole.

Les Québécois anglophones figurent depuis longtemps dans le développement patrimonial de la province. La plus ancienne société savante canadienne, la *Literary and Historical Society of Quebec* (LHSQ), a été fondée en 1824 et elle a contribué à mener des recherches sur l'histoire de notre pays, à préserver celle-ci et à publier des ouvrages y relatifs. Au tournant du 20<sup>ème</sup> siècle, la LHSQ mènera la campagne visant à sauvegarder les plaines d'Abraham et elle participera activement à la mise sur pied de la Commission des champs de bataille nationaux. En 1961, la *Historical Association of Montreal*, menée par Priscilla Reid, a réussi à mobiliser une douzaine d'organismes historiques francophones et anglophones pour fonder le *Historical Council of Greater Montreal*. Ils ont su inscrire dans la conscience collective l'importance de notre histoire, ce qui a permis d'établir la Commission Viger et de sauver le Vieux Montréal d'une destruction totale. Notons au sein de la Commission Viger le critique musical Eric MacLean, qui a acheté et restauré la Maison Louis-Joseph Papineau, rue de Bonsecours.

Les membres du Réseau du patrimoine anglophone du Québec (RPAQ) contribuent aujourd'hui à l'identification, à la promotion et à la conservation du patrimoine culturel à travers le Québec, en tant que conservateurs(trices) de musées, archivistes, chercheurs(euses), enseignants(es), organisateurs(trices) communautaires et bénévoles. Depuis ses débuts en 2000, le RPAQ a comme mission d'améliorer la conscience générale de la communauté linguistique minoritaire anglophone du Québec, ce qui pose des défis notamment suite à l'effondrement démographique de certaines communautés anglophones durant les dernières décennies. La plupart de nos membres font des efforts considérables pour obtenir les modestes ressources nécessaires à leur fonctionnement de base et ne bénéficient pas d'investissement public stable, ni de la part des gouvernements municipaux, ni de la province. Pourtant, les accomplissements des anglophones œuvrant dans le secteur patrimonial au Québec sont impressionnants : à Québec et dans les Cantons de l'Est, et depuis l'Outaouais jusqu'en Gaspésie et dans la Basse-Côte-Nord, les organismes membres du RPAQ restaurent des bâtiments historiques agricoles, établissent des centres patrimoniaux, préservent l'histoire orale, développent des expositions culturelles et appuient même, dans certains cas, le développement de politiques locales.

Nous nous joignons à la Fédération des sociétés d'histoire (FSHQ) pour souligner nos préoccupations au sujet du projet de loi 82 : en augmentant la responsabilité des municipalités locales et régionales en matière de protection patrimoniale sans offrir des ressources financières adéquates ni de mesures incitatives au niveau communautaire, le projet de loi 82 n'atteindra pas ses objectifs. En 2006, le RPAQ a organisé une douzaine de sessions d'information bilingues dans quatre régions du Québec afin d'encourager les activités patrimoniales auprès des fonctionnaires municipaux. À l'extérieur des grands centres urbains, les efforts de promotion et de protection du patrimoine culturel sont affaiblis par peu d'engagement municipal et par un manque général de connaissance de législations patrimoniales. Il est difficile de voir comment les conseils locaux envisagés dans le projet de loi révisé pourraient influencer de façon efficace la planification locale si les représentants en question n'ont pas l'expertise nécessaire. *Nous regrettons que le projet de loi 82 ne comprenne pas une représentation obligatoire du secteur bénévole.*

La définition plus large accordée à la notion de patrimoine culturel dans le *Livre vert* de recommandations de politique patrimoniale de 2008, qui est reflétée dans le projet de loi 82, constitue une nette amélioration au cadre législatif qui gouverne le patrimoine québécois. Notre identité culturelle en tant que Québécois et Québécoises est en grande partie définie par des expressions nuancées qui ne se traduisent que difficilement en listes quantitatives, en descriptions et en statistiques. Les défis auxquels fait face la communauté anglophone québécoise ont directement rapport à la notion d'identité dans l'histoire du Québec. Il est prometteur que l'un des objectifs principaux du projet de loi 82 soit la promotion et la compréhension de ces nuances patrimoniales—de personnages historiques, d'événements marquants et de traditions. Nous nous permettons de vous rappeler respectueusement, Monsieur le Président et Madame la Ministre, que ce patrimoine est un chœur, qui comprend les voix de Québécoises et Québécois d'expression anglaise, ainsi que celles des nombreuses communautés ethnoculturelles québécoises.

Étant donné l'intérêt, les connaissances et les contributions importantes des Québécois anglophones à la culture et au patrimoine québécois, il est décevant qu'il n'y ait aucune représentation envisagée des communautés linguistiques en situation minoritaire au Conseil du patrimoine culturel du Québec pour le projet de loi 82. Cet organisme public national sera chargé de découvrir et d'évaluer les divers aspects de notre mémoire collective ; cet organisme aura le pouvoir de tenir des audiences publiques et d'influencer des décisions ministérielles avec des retombées pour tous les Québécois et Québécoises. Ne serait-il pas raisonnable que la composition d'un tel organisme reflète la diversité de la société québécoise actuelle? Nous vous encourageons donc fortement de réserver l'un des 12 sièges au nouveau conseil consultatif à un membre de la communauté anglophone. Nous serions heureux de vous fournir une liste de candidats qualifiés.

Le Réseau du patrimoine anglophone du Québec désirerait également faire une présentation au Comité sur ces questions importantes lors des consultations publiques sur le projet de loi 82 en janvier 2011.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.



Kevin O'Donnell, Président  
Réseau du patrimoine anglophone du Québec

---

400 – 257, rue Queen Lennoxville (Québec) J1M 1K7

Téléphone : (819) 564-9595

Télécopieur : (819) 564-6872

Sans frais au Québec : 1 877 964-0409

home@qahn.org

www.qahn.org



Pierre Marsan, MNA  
Chair, Culture and Education Committee  
C/O Stéphanie Boutin, Secrétaire  
Édifice Pamphile-Le May  
1035, rue des Parlementaires  
3e étage, Bureau 3.15  
Québec (Quebec) G1A 1A3

**Re: Request to appear before public hearings into Bill 82**

12 November 2010

Dear Mr. Chairman

The Quebec Anglophone Heritage Network (QAHN) is a non-profit, non-partisan umbrella organisation engaged with its members in promoting preservation of the built, cultural and natural heritage of Quebec. Our members strive in various ways, notably conservation, research and historical interpretation, to help local communities appreciate, celebrate, share and protect Quebec's diverse cultural heritage. Among our network's 48 core member associations can be found some of Quebec's oldest history societies, as well as a number of newly formed citizen groups passionate about local heritage. Their past and ongoing efforts to preserve and promote historical memory stand today as models of volunteer community service.

Anglophones have always figured prominently in Quebec's heritage movement. In 1961, the Historical Association of Montreal, led by Priscilla Reid, successfully organized more than a dozen English- and French- language historical societies to form the Historical Council of Greater Montreal. Their efforts "to create an historical consciousness in the minds of the public" resulted in the establishment of the Viger Commission, whose work helped save Old Montreal from total destruction. Serving on this commission, incidentally was the music critic Eric Maclean, who bought and restored Louis-Joseph Papineau's house on Bonsecours St.

Today members of the Quebec Anglophone Heritage Network (QAHN) contribute to the identification, promotion and preservation of cultural heritage across Quebec as museum curators, archivists, researchers, writers, teachers, community organizers and volunteers. Since our founding in 2000, it has been QAHN's special aim to advance knowledge of Quebec's English-speaking minority. This is a task made particularly difficult in regions where historical Anglophone communities have experienced sharp demographic decline in recent decades. Most of our members devote considerable effort securing basic resources for their modest operations and do not receive the benefit of stable public investment, either from municipal governments or the province. And yet the many achievements of Anglophones working in Quebec's heritage sector are impressive and diverse: in Quebec City and the Eastern Townships, from the Outaouais to the Gaspé and the Lower North Shore, QAHN-member groups have mobilized to restore historic agricultural buildings, establish heritage centres, preserve oral histories, mount cultural exhibits and, in a few rare cases, help shape local planning policy.

Along with the Fédération des sociétés d'Histoire (FSHQ), we remain concerned that Bill 82, by expanding the responsibility of local and regional municipalities for protecting heritage without

providing adequate financial resources or incentives at the community level, will not achieve the legislation's desired ends. In 2006 QAHN developed and staged more than a dozen bilingual information workshops in four Quebec regions, aimed at encouraging heritage activity among municipal officials. Outside of larger urban areas, we found that efforts to promote and protect cultural heritage continue to be undermined by weak municipal attachment to local history and a general lack of familiarity with existing heritage legislation. It is hard to see how local heritage councils envisioned in this revised Act could effectively influence local planning decisions unless the people serving on these bodies gain the necessary expertise to carry out their mandate. *We regret that Bill 82 does not make obligatory the inclusion of representatives from the volunteer heritage sector in their composition.*

The broader formal definition of cultural heritage contained in the 2008 *Livre vert* policy recommendations and now reflected in Bill 82, is a welcome improvement to the legislative framework governing Quebec heritage. So much of our cultural identity as Quebecers is embodied in subtle expressions of character that do not easily translate into quantitative lists, descriptions and statistics. Indeed, many of the critical issues facing the Anglophone community today relate to questions of identity in Quebec's historical narrative. It is heartening to know that a key purpose of Bill 82 is to promote knowledge of such intangible heritage as local historical figures, historic events and traditions. We would respectfully remind the Committee and the Minister that this heritage speaks in a range of voices, including those belonging to English Quebecers and to members of Quebec's numerous ethno-cultural communities.

It is extremely regrettable, given English Quebecers' significant interest in, special knowledge of and contributions to Quebec culture and heritage, that representation from minority communities on the proposed Conseil du patrimoine culturel du Quebec, is neither contemplated nor provided for under Bill 82. Surely it is reasonable to expect that the composition of a national public body charged with discovering and weighing the merit of various types of cultural memory, a body with the power to hold public hearings and to inform Ministerial decisions with consequences for all Quebecers, should reflect the full diversity of contemporary Quebec society. We strongly urge the Committee to ensure that at least one of the 12 seats on this new advisory council be reserved for a member of the English-speaking community. We would be happy to furnish a list of knowledgeable candidates.

If it pleases the Committee, the Quebec Anglophone Heritage Network would welcome the opportunity to make a brief formal presentation on this matter when hearings into Bill 82 begin in January, 2011.

With best wishes for the success of your endeavours, I remain

Yours cordially,



Kevin O'Donnell, President  
Quebec Anglophone Heritage Network

---

400-257 Queen Street, Sherbrooke (Lennoxville) QC J1M 1K7

Tel: (819) 564-9595

Fax: (819) 564-6872

Toll free within Quebec 1 877 964-0409

home@qahn.org

www.qahn.org